FRC 1634

Case FRC 13489

CONVENTION NATIONALE.

RAPPORT

FAIT AU NOM

DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC,

Sur les opérations du Comité dans la campagne actuelle,

PAR B. BARÈRE;

Le 6 Frimaire, l'an deuxième de la République française une & indivisible.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE,

Et envoyé aux districts, aux départemens et aux sociétés populaires.

CITOYENS,

Le comité de salut public, peu occupé de cette vaine gloire après laquelle courent les courtisans & les ministres des monarchies, a trouvé plus digne d'administrateurs républicains d'ensevelir, pour ainsi dire, tous les intérêts personnels, ceux même du comité, sous le bien public qui devoit résulter du secret de ses opérations. Il n'a pas craint les attaques de la calomnie, quand il a vu le sort de la liberté attaché à la non publicité de

THE NEWBERRY LIBRARY

ſes arrêtés. Il a mieux aimé que les malveillans l'accuſaſſent d'être ſans ſurveillance & ſans activité, plutôt que de paſſer pour orgueilleux, ou pour indiſcret. Sauver la patrie avec vous & par vous, voilà ſa deviſe, voilà le but conſtant de ſes travaux.

Cependant il doit y avoir un terme à cette modeſtie néceſſaire ; il eſt des bornes à un ſilence utile. La campagne touche à ſon terme : nous pouvons donc vous tracer le tableau rapide de nos opérations. Par la r uſſite des unes, comme par le non-ſuccès de quelques autres, vous prononcerez que l'obéiſſance à un pouvoir central, que l'exécution ſévère des arrêtés du gouvernement national peuvent ſeules aſſurer la victoire ; vous verrez que le ſuccès a couronné l'exécution de nos arrêtés, & que les revers ſont le fruit de la non-exécution de ces mêmes arrêtés.

Inactivité des agens miniſtériels, incertitude, timidité, mauvaiſe volonté ou trahiſon des généraux, méſintelligence ou excès de pouvoir des repréſentans ; voilà les obſtacles que le gouvernement central de la République doit vaincre ſans ceſſe, & qu'il n'a pu toujours ſurmonter.

Le ſyſtême militaire du comité eſt celui auquel l'hiſtoire raconte que les ſuccès ont été toujours attachés, celui que tous les grands généraux ont ſuivi, celui qui appartient plus particulièrement à un peuple libre, à une nation belliqueuſe & énorme, qui peut tout écraſer par ſa maſſe : le ſyſtême de grandes armées ; ſyſtême qu'ont exécuté conſtamment les puiſſances coaliſées, tandis que nous nous obſtinions à diſſéminer nos forces ſur des frontières étendues, & à tout garder ſans pouvoir rien défendre.

Le comité avoit arrêté, comme baſe de l'inſtruction des repréſentans & des généraux, & des opérations du miniſtre, que l'on agiroit en maſſe & jamais partiellement ;

que, pour grossir l'armée active, on retireroit des garnisons tout ce qui n'étoit pas rigoureusement nécessaire à leur sûreté.

On a suivi un système contraire; presque par-tout on a laissé des garnisons énormes; on a cédé à la crainte que venoient témoigner les communes. Il en est résulté un morcellement funeste dans nos armées; l'ennemi a attaqué successivement les différens postes, & les a forcés presque par-tout.

L'évènement malheureux de la garnison de Cambrai justifie les plaintes du comité, & prouve les dangers attachés à l'inexécution de ses arrêtés.

Il en a été de même des attaques partielles qui ont été faites dans la Flandre maritime. Qui n'a pas applaudi aux espérances données par le général Vendame? espérances qui étoient fondées, si le système du comité, qui crie sans cesse aux généraux de marcher & d'attaquer par masse, eût été suivi.

Que firent les divers généraux sur la Flandre maritime? Ils forcèrent, à la vérité, les cinq postes avancés: ils les eurent tout à-la-fois; mais ensuite ils furent repoussés par l'ennemi, qui suivoit le système de masse trop négligé par les généraux de la République.

Telle a été la cause des échecs éprouvés à Marchiennes & à Orchies.

Le sang du soldat, le sang républicain, prodigué à l'impéritie ou à un faux système dans ces deux actions, crie vengeance & appelle la sévérité des représentans de la nation, en même temps qu'il prescrit la nécessité des peines sévères contre ceux qui n'obéissent pas aux ordres émanés du centre du gouvernement.

Parcourons rapidement les événemens de cette campagne: elle devoit être désastreuse pour la République, si l'on s'en étoit rapporté aux sinistres présages qui résultoient des trahisons successives de Dumouriez, de

Custine, de Houchard, sur la frontière la plus menacée & la plus malheureuse, la frontière du Nord.

Je ne vous parlerai pas de la reddition de Condé, de la lâcheté de Valenciennes & de la foiblesse du Quesnoy. La liberté, que ces places ont menacée, les transformera en tombeau pour les corrupteurs Anglais & les féroces Autrichiens, qui en occupent les fortifications déshonorées.

Je me transporte aux évènemens de Dunkerque.

Le port de Toulon, pour l'achat honteux duquel le perfide gouvernement britannique n'a pas craint de sacrifier 160 millions, c'est-à-dire le prix des sueurs, de l'industrie & des contributions du peuple anglais; le port de Toulon donnoit à George la clef de la Méditerranée, l'anéantissement du commerce & des manufactures du Midi, le droit de tyranniser & d'asservir les petits gouvernemens de l'Italie, & de tromper la puissance Ottomane. Il falloit encore à l'ambition du cabinet de Saint-James une forteresse & un port sur l'Océan, pour despotiser la Baltique; le siége de Dunkerque est résolu.

Au commencement de septembre, près de 40 mille hommes sont envoyés par les puissances coalisées, pour attaquer ce point important. Des intelligences étoient ménagées à Bergues & à Dunkerque; de nombreuses familles anglaises servoient ces projets perfides; le pays est inondé de hordes étrangères.

Aussitôt le comité forme un plan de défense dans ces villes & un plan de campagne pour envelopper l'armée ennemie, en se portant sur Furnes, Ostende & Nieuport.

Ce plan de campagne n'a été exécuté que très-imparfaitement: au lieu d'envelopper l'ennemi, on l'a attaqué de front; & l'on peut juger, par la perte qu'il a faite

dans cette attaque partielle, de l'échec décisif qu'il auroit dû éprouver.

Le comité, voyant l'inexécution de son arrêté, & qu'une trahison seule avoit pu en être la cause, arracha Houchard à la tête d'une armée victorieuse, refondit subitement son état-major, & ne vit que la trahison manifeste qui l'a conduit à l'échafaud.

Cependant, dans la Convention, notre conduite fut attaquée; avant que les mesures sur Houchard & son état-major fussent effectuées, on voulut que le comité en rendît compte; & c'est ainsi que par un excès de zèle, ou que par une inquiétude aussi précoce que mal fondée, on divulguoit à nos ennemis notre marche hardie, pour lui apprendre quelle devoit être la sienne.

Les mesures du comité étoient si bien prises, que, trois semaines après, cette même armée, dont la trahison de Houchard avoit paralysé le triomphe à Bergues & à Honscoote, a battu une autre armée formidable sur les bords de la Sambre.

Maubeuge.

L'ennemi, chassé de Dunkerque, a cherché à faire diversion du côté de Maubeuge. La prise du Quesnoy lui inspira cette insolente audace; l'Autrichien avoit aggloméré ses troupes barbares autour de Maubeuge; 90 mille esclaves cernoient déjà cette place & la bloquoient entièrement.

Qu'a fait le comité de salut public? il est revenu à son système des masses. Il a pris un arrêté pour faire marcher sur-le-champ toutes les forces disponibles dans les armées du Nord & des Ardennes.

Il a bravé les malédictions des villes & les clameurs des intrigans, qui, cédant à une sorte d'esprit de fédéra-

lisme, réclamoient des forces sédentaires pour chaque place, pour chaque commune.

Mais, en entendant ces clameurs perfides ou imprudentes, le comité a envoyé le citoyen Carnot, un de ses membres, pour exécuter par lui-même son arrêté, & surveiller de plus près une opération aussi essentielle.

Le succès a répondu à l'attente du comité : la bataille a été donnée, & ce combat a été un des plus opiniâtres & des plus décisifs de toute la campagne. L'ennemi battu s'est retiré derrière la Sambre, & l'horrible espérance qu'il avoit conçue d'envahir les frontières du Nord a été détruite par la force de nos armes.

Nous avions publié que nos forces étoient immenses ; ce bruit étoit nécessaire aux succès pour encourager l'armée républicaine & effrayer l'armée étrangère. Nous n'avions que 65 mille hommes, en y comprenant la garnison de Maubeuge, composée de 15 mille hommes qui n'ont ni agi ni coopéré à la victoire. Cependant l'ennemi avoit une armée énorme.

Français ! faut-il donc être si nombreux pour vaincre les hordes étrangères: Non, le génie de la liberté & le souvenir que vous avez créé, que vous avez voté la République, suffisent. Votre tactique est dans votre courage ; votre victoire est écrite dans le cœur des hommes ; votre invincible force est dans votre réunion.

Le comité a été accusé de s'être reposé sur le champ de bataille, & de s'être borné à ce premier succès de Maubeuge. Que nos détracteurs à la journée apprennent donc que le comité étoit bien loin de s'arrêter, & qu'il avoit formé un projet vaste, hardi, qui devoit en très-peu de jours nous restituer la portion du territoire français envahie ou achetée à Condé, à Valenciennes & au Quesnoy.

(Le rapporteur lit l'arrêté du 1 Brumaire, relatif à la campagne à faire sur le territoire ennemi.) Nos

détracteurs avoient voulu diviser le comité & le général, en répandant dans le public que nous arrêtions sa marche, & que nous entravions ses opérations Le général les réfute en répondant en ces termes au ministre de la guerre, qui lui avoit envoyé l'arrêté du comité.

Au quartier-général, à Maubeuge, le cinquième jour du deuxième mois.—Le citoyen Jourdan, général en chef de l'armée du Nord, au citoyen Bouchotte, ministre de la guerre.

« Le comité de salut public m'avoit envoyé, il y a quelques jours, l'arrêté dont vous m'avez fait passer copie dans votre dernière : je l'ai médité, & me suis pénétré des intentions qu'il contient ; elles quadrent parfaitement avec les miennes. Je sais qu'il est essentiel de profiter de la victoire que je viens de remporter sur l'ennemi, il ne l'est pas moins de l'expulser du territoire de la République ; il s'agit donc de trouver les moyens de réussir, c'est à quoi je pense maintenant. »

Mais ce projet étoit combiné avec les opérations de l'armée du Nord, destinée à agir sur la Flandre maritime. Qu'a fait cette partie de l'armée pour le complément de nos succès? rien : au contraire, elle les a détruits. Le général d'Avesnes a si peu exécuté les ordres du général en chef, à cet égard, qu'il a été destitué & mis en état d'arrestation par les représentans du peuple. Chacun a morcelé ses forces ; d'Avesnes à Cassel, Vendame à Nieuport ; un autre se faisoit battre partiellement à Marchiennes ; un quatrième prêtoit le flanc à Orchies, & un cinquième se laissoit surprendre à Menin. Voilà le résultat irrésistible & malheureux du morcellement des forces.

Les échecs partiels ont occasionné du retard dans la

marche du général en chef, qui ne se trouvoit pas secondé ; les mauvais temps sont venus, & il n'a plus été possible d'exécuter une entreprise grande & audacieuse qui, exécutée au moment où la terreur accabloit l'ennemi, nous auroit rendu une partie de la Belgique, notre territoire eût été évacué, & de riches magasins qu'il avoit sur les bords de la Sambre, auroient appartenu à la République.

Ainsi donc deux fois le comité a fait marcher de grandes forces réunies vers des places bloquées par l'ennemi ; & deux fois la victoire a couronné ses opérations, à *Dunkerque* & à *Maubeuge*.

Si Custine eût suivi ce système, Valenciennes ne seroit pas tombé au pouvoir de ce duc d'Yorck, qui vient mendier sur le continent une couronne avec la famine & la calomnie.

Si Houchard eût été fortement attaché à ce système, l'armée anglaise auroit été jettée dans la mer, & l'armée hollandaise taillée en pièces.

Nous n'aurons de succès marquans que lorsque nous aurons des généraux qui seront décidés à exécuter sévérement les arrêtés du comité de salut public.

Rhin.

Vous vous le rappelez, des intelligences coupables & multipliées avoient presque assuré à l'Autriche, à la Prusse, les places importantes du Bas-Rhin. A une époque donnée, Landau, Bitche, le fort Vauban, Strasbourg, devoient tomber au pouvoir de l'ennemi.

Pleins de confiance dans le succès de leur système de corruption, ils se sont engagés entre les défilés des Vosges & le Rhin. Ils ne tarderont pas à s'en repentir, si nous en jugeons par les premiers évènemens qui nous ont été annoncés.

Le comité de salut public a pris un arrêté pour la défense de cette partie intéressante de la frontière du

Rhin, & il a envoyé deux repréſentans qui ont, en peu de jours, ranimé l'eſpoir des patriotes, déjoué les complots, fuſillé les traîtres à la tête des troupes, rallié les forces diſſeminées, ravivé l'eſprit public, & fortement impoſé l'avarice & l'égoïſme.

Déja les premiers mouvemens de cette armée ſont marqués par la victoire; & dans peu nous eſpérons vous apprendre l'expulſion des ennemis de cette partie de la république, & la défaite de cette armée étrangère, qui ne s'approche jamais de nos places que quand les traîſons & la vénalité lui ont préparé la route.

Extrait d'une lettre des Repréſentans du peuple Saint-Juſt & Lebas.

« Un émigré, qui avoit été ingénieur à Bitche, & qui connoît tous les ſecrets de la défenſe de cette place, étoit le principal agent de la corruption qui devoit la livrer à l'ennemi. Le commandant étoit d'intelligence avec lui; il n'avoit ni barricadé les portes, ni fait lever les ponts-levis. Déja l'ennemi, qui entouroit la ville, au nombre de 10,000, avoit pénétré dans les premières rues : le ſeul bataillon du Cher a ſauvé le fort. Chaque ſoldat ne prit commandement que de ſon courage : les canonniers firent des merveilles. L'ennemi fut accablé par les grenades & aſſommé par nos volontaires à coups de bûches. Nous avons vu les foſſés, les glacis, les murs & les eſcaliers des maiſons par où l'ennemi avoit pénétré, teints de ſon ſang.

» Une commiſſion militaire va juger, ſur l'heure, les émigrés faits priſonniers; les autres émigrés, au nombre de 4 à 500, ſeront conduits à Strasbourg. L'ennemi avoit choiſi, pour ce coup de main, ce qu'il avoit de plus robuſtes ſoldats : un de nos républicains, âgé de 16 ans, a déſarmé 15 Autrichiens. Nous avons demandé les noms

des braves qui ont sauvé ce fort; nous vous les ferons passer, afin que la Convention récompense les auteurs de la plus belle défense qui ait été faite depuis le commencement de cette guerre. La République a la fortune de César, & elle la mérite mieux. Nous espérons que le courage de nos soldats ne se ralentira pas que l'ennemi ne soit exterminé. »

» *Signé*, SAINT-JUST, LEBAS ».

Que reste-t-il maintenant à la sollicitude de la Convention nationale, alors que le Rhin sera libre, que l'Autrichien est arrêté, que l'Espagnol a perdu l'espoir d'envahir les Pyrénées, que Lyon a fait place à Commune-Affranchie, que les Piémontais ont jonché de cadavres le pays qu'ils avoient voulu souiller de leur présence, que l'armée de Nice s'est maintenue, malgré les trahisons de Brunet, & le dénuement où elle s'est trouvée par le crime des Lyonnais qui avoient intercepté tous les secours?

Que reste-t-il à la sollicitude des Représentans? Les brigands fugitifs de la Vendée transplantés dans la Manche & poursuivis dans leur retraite, les acheteurs étrangers de l'infâme Toulon, & les possesseurs cruels de Valenciennes, de Condé & du Quesnoi?

VENDÉE.

Trop long-tems les forces de la République ont été disséminées dans l'exécrable Vendée; on eût dit qu'un génie infernal assistoit à nos conseils, soit pour en publier d'avance les résultats devant nos ennemis, soit pour diviser l'opinion des chefs, soit pour s'acharner à la division & au morcellement des forces.

A quelle époque ont commencé leurs véritables succès? C'est lorsque le comité vous a proposé de réunir

ſous un même général l'armée des Côtes de Breſt & celle des Côtes de la Rochelle, ſous le nom de l'armée des Côtes de Breſt. C'eſt au moment où le comité a envoyé Hentz & Prieur, de la Côte-d'Or, pour concerter l'exécution du décret qui réuniſſoit toutes les forces de concert dans la même main.

A quelle époque avons-nous éprouvé de nouveaux revers? C'eſt lorſque l'armée de l'Oueſt s'eſt diviſée en deux parties, indépendantes l'une de l'autre, l'une à Nantes, l'autre à Château-Gontier, où elle a éprouvé un échec, dont l'influence a été ſi funeſte.

A quelle époque revoyons-nous la victoire ſous nos drapeaux? C'eſt lorſque le ſyſtême des maſſes & des réunions a pu ſe reproduire.

Au moment où les brigands, fugitifs de la Vendée, traverſoient en courant les départemens d'Indre & Loire, de Mayenne, & entroient dans le département de la Manche; on a dû les ſuccès de Granville à la valeur de ſa garniſon & à l'énergie du repréſentant du peuple le Carpentier.

Qu'eût-ce été ſi, tandis que la garniſon de Granville s'honoroit par une brillante défenſe, les armées de Breſt & de l'Oueſt réunies étoient venues la ſecourir, & ſi l'armée du Calvados avoit pu arriver à temps?

Qu'eût ce été, ſans la défection de deux bataillons de première réquiſition, ſur leſquels nous prenons des renſeignemens & des meſures, & que nous dénoncerons bientôt à la ſévérité de la Convention Nationale?

Mais le beſoin d'agir en maſſe ſe fait ſentir par la réſiſtance des brigands, quand on refuſe de l'effectuer par la force des principes.

Les repréſentans du peuple Thureau & Bourbotte ont bien ſenti l'avantage d'agir en maſſe, & d'après un plan arrêté par le comité. Voici leur lettre.

Extrait de la lettre des Représentans.

Rennes, le 26 Brumaire.

« Deux heures après notre entrée à Rennes, un conseil de guerre a été tenu entre tous les généraux des deux armées ; vous verrez, par la copie ci-jointe du plan qui y a été arrêté, combien les vues du comité de salut public, quoiqu'à de grandes distances, s'accordoient avec celles que le conseil de guerre jugea les plus propres à assurer le succès de nos armes contre les rebelles fugitifs ; ce qui prouve évidemment que quand on désire tous le bien public, on ne diffère jamais d'opinion sur les vrais moyens de l'établir. »

Cependant, malgré nos arrêtés, malgré des lettres pressantes pour n'agir qu'en masse & par des forces réunies, nous comptons la petite armée du Calvados, celle de l'Orne, celle de Granville, celle de Cherbourg, celle des Côtes de Brest & celle des Côtes de l'Ouest ; & à chaque armée il y a un représentant ; & toutes les forces sont disséminées ; & c'est ainsi que des brigands, réunis par leur crime & par leur désespoir, sont quelquefois victorieux.

Nous vous avons appris hier la nouvelle du 30, annoncée par Jeanbon-St.-André, d'après les avis reçus de la commune de Cancale.

Le lendemain, le succès a été pour les brigands ; en voici la nouvelle, arrivée ce matin. Le comité se trouve presque toujours l'organe de cette succession singulière de nouvelles, qui paroît contradictoire, & qui ne lui laisse appercevoir que le vice inhérent aux dispositions militaires, quelquefois à la nature des diverses troupes, le vice de l'inexécution des arrêtés émanés du centre du gouvernement.

Voici les nouvelles des 2 et 3 Frimaire.

Pocholle, représentant du peuple dans le département d'Ille & Vilaine, à la Convention nationale.

Du 2 Frimaire, Rennes.

« Citoyens collègues, je desire être le premier à vous annoncer une nouvelle qui doit combler de joie toute la république. Les brigands viennent d'être battus complétement près de Dol : leur bande scélérate est toute dispersée ; ils fuient dans les marais cacher leur honte & leur épouvante ; nos braves républicains les atteignent par-tout. Ce pays dans lequel ils s'étoient flattés d'établir leur empire, est sauvé de leur fureur. Encore quelques jours, & il ne restera d'eux que leurs cadavres.

» *Signé*, POCHOLLE. »

« *P. S.* On m'amène à l'instant l'un des chefs de l'armée catholique, nommé Puthod ; la commission militaire va en faire justice, après avoir tiré de lui tous les renseignemens qui pourront être utiles. »

Du lendemain 3 Frimaire.

Pocholle écrit encore de Rennes.

« Nos revers ont souvent suivi de près nos triomphes, & les dernières journées en fournissent encore de trop tristes preuves. Rossignol est rentré cette nuit dans Rennes, où il rallie son armée. L'ennemi occupe le poste d'Autrain ; Boursault, qui part demain, vous donnera de plus amples détails ; je n'ai pu encore en recueillir. Le courage des vrais républicains n'est point abattu ; il ne le sera jamais.

» *Signé*, POCHOLLE. »

Nous ne pouvons nous dissimuler que les rebelles cherchent l'impunité ou des secours vers l'Océan. Les diverses armées se réunissent enfin d'après un arrêté, & le comité a cru devoir encore tirer des autres armées de la république un nombre considérable de troupes le plus aguerries, pour exterminer enfin cette race de brigands, de fanatiques & de royalistes, pour soumettre à la république les départemens entachés de fédéralisme, & pour servir enfin sur les côtes de la mer à l'exécution de cette mesure hardie qui doit aller punir Pitt & George sur leurs propres foyers, & reprendre sur la Tamise les mêmes subsistances qu'ils ont dérobées au commerce & aux besoins des hommes. Oui, les crimes des hommes, comme ceux des gouvernemens envers la nature, envers l'humanité, ne furent jamais impunis sur la terre.

TOULON.

Cette Vendée honteuse du Midi, cette espérance des rois, Toulon a formé, plusieurs jours de suite, la matière des délibérations du comité; il s'est entouré de citoyens qui connoissent les localités & les moyens d'attaque. Le brave Castagnier, dont les batteries flottantes ont déja assuré la défense de Dunkerque, va poursuivre encore les Anglais sur les bords de la Méditerranée; toutes les forces disponibles du Midi de la France s'y rendent de toutes parts; l'artillerie, les munitions & les approvisionnemens y arrivent tous les jours, & des ingénieurs habiles y sont envoyés avec d'autres secours encore nécessaires; le crime de Toulon sera puni.

C'est encore là que la réunion des forces va produire son effet, qu'une masse de 40 mille hommes commandera à l'Angleterre & à l'Espagne cette suite honteuse dont elles ont donné un si honorable exemple à Dunkerque, à Bergues, à Andaye & à Perpignan. Si les arrêtés envoyés par le comité sont exécutés, la Méditerranée, affranchie du

joug anglais, verra bientôt les triomphes de la République française.

Que la Convention daigne donc jeter un regard sur la situation de la République ; qu'elle ne cesse jamais de se soutenir à cette belle hauteur où les destinées de la République lui ont commandé de s'élever pour être digne d'elle. Ce n'est point dans le temple de la liberté, dans le centre de la révolution, que la terreur doit habiter, que les courages doivent être glacés, que la parole doit être paralysée ; ce n'est point ici que les ames doivent être timides, l'énergie émoussée, & que le caractère de l'homme libre doit être effacé. C'est de ce sanctuaire que la terreur doit partir pour comprimer les ennemis domestiques, les calomniateurs effrontés de la Représentation populaire, les fauteurs innombrables du parti de l'étranger ; c'est de cette tribune que doivent partir les récompenses & les encouragemens pour les armées de la République, & l'effroi pour les cohortes étrangères.

Où étoit la République au commencement de la campagne ? Dans quelques décrets, dans le cœur d'un petit nombre d'hommes fermes, dévoués à la mort pour s'être élevés à la liberté.

Où est aujourd'hui la République ? Dans le vœu constant des Représentans, dans le courage des armées, dans la volonté du peuple, dans les sociétés populaires, dans les victoires de la Vendée & de Lyon, & dans le cœur de ces francs sans-culottes dégagés des préjugés monarchiques & religieux, & ne connoissant plus que le dieu de la nature, de la raison & de la liberté.

Qu'avions-nous au commencement de la campagne ?

Des recrues faites au milieu de la guerre civile & des murmures produits par des malveillans ;

Des armées dénuées & incomplètes ; des fédéralistes à la tête de tous les départemens, & des royalistes effrénés, ou des traîtres vénaux à la tête des armées ;

Une Vendée careſſée par des adminiſtrations, nourrie par des levées ariſtocratiques & groſſie par des payſans hébêtés & des prêtres fanatiques;

Une Convention déchirée de ſes propres mains; une minorité républicaine dévouée au poignard & à la calomnie;

Une ville induſtrieuſe changée en un camp de rebelles;

Des manufactures d'armes paralyſées, ou d'un produit détourné ou inſuffiſant;

Les ſubſiſtances portées à un prix exorbitant;

Le Midi menacé d'une défection morale & d'une invaſion militaire;

Le Nord & le Rhin trahis, vendus à l'Autriche & à l'Angleterre;

Les frontières maritimes corrompues par l'or des marchands anglais;

L'eſprit républicain dégradé, avili, tourmenté, dénoncé même à l'opinion fédéraliſte;

Le tréſor public deſſeché; la fortune publique pillée; la monnoie républicaine avilie;

Et enfin, tous les tyrans de l'Europe concertés avec les prêtres, les nobles, les intrigans, les frippons, les calomniateurs, les fanatiques, les foibles & les imbécilles.— Quelle effroyable majorité pour un pays ſans conſtitution & ſans amour de la patrie!

Qu'avons nous au moment où je parle?

Une Conſtitution républicaine, où la ſainte Egalité eſt conſacrée pour la première fois ſur la terre;

Douze armées en pleine activité, ou plutôt une nation immenſe devenue toute militaire;

Une levée de ſix cent mille jeunes Citoyens, commandée par un décret d'une ligne, exécutée par un mouvement ſpontanée preſqu'à la fois, au moment où les ſubſiſtances étoient cachées, & où les armes manquoient;

Le royaliſme anéanti ou déporté avec la race qui pouvoit le reproduire;

Le fédéraliſme mené à l'échafaud & livré à l'infamie aux yeux de toutes les générations ;

La Vendée, arrachée de ſes repaires, & taillée en pièces dans ſa fuite ;

Une Convention purgée, mais rappelée enfin à ſa dignité, à ſon unité & à l'énergie que doivent avoir les repréſentans d'une république démocratique ;

La ſuperſtition traduite à la barre avec ſes tréſors, pour groſſir le tréſor public ;

L'agriculture miſe en état de ſurveillance ;

Les hommes contre-révolutionnaires mis en état d'arreſtation, & l'eſprit public devenu utile & ramené enfin à la hauteur qu'il n'auroit pas dû perdre ;

Les autorités conſtituées épurées par-tout ;

Les repréſentans du peuple réduits dans leur nombre, & ramenés au centre du pouvoir ;

Les états-majors purgés ; un gouvernement révolutionnaire, fondé juſqu'à la paix ;

Lyon ramené violemment au ſein de la République ; le parti de l'étranger connu enfin, démaſqué & terraſſé par l'opinion publique & par l'accuſation nationale ;

Le tréſor public groſſi des richeſſes du fanatiſme & des tréſors que l'avarice préféroit à la patrie ;

L'aſſignat remonté à la valeur qu'il n'eût jamais dû perdre ;

Les métaux, ces rivaux funeſtes de la monnoie républicaine, avilis comme la boue qui a corrompu l'Europe ; les métaux affluant dans la caiſſe nationale, apportés par la peur & l'avarice, pour effrayer enſuite les tyrans de l'Europe, pour qui nous aurons le dernier écu, le dernier pain, la dernière cartouche & le dernier coup de canon, c'eſt-à-dire, le droit de commander la paix & la liberté à l'Europe aſſervie.

Après avoir comparé notre ſituation au commencement & à la fin de la campagne, comparons donc avec

cette sécurité républicaine, qui nous sied si bien, comparons notre situation avec celle des rois coalisés.

Nous avons des armées nombreuses & renouvellée.

Les rois ont leurs armées décomposées & à renouveller.

Nous avons six cent mille hommes de plus par un simple décret.

Les rois ne peuvent obtenir des recrues & des milices qu'avec des menaces, des violences & des chaînes.

Nous avons de nouvelles troupes qui courent aux frontières en chantant.

Les rois font des prisonniers dans les villes, & traînent les hommes des campagnes pour renforcer leurs armées.

Nous avons des richesses immenses dans les biens des fanatiques & des rebelles,

Les rois ont épuisé le peuple d'impôts.

Nous dépensons 400 millions par mois sans impôts nouveaux.

Les rois n'osent pas réclamer des subsides des peuples desséchés ou asservis.

Nous avons des trésors nouveaux dans les temples & chez les riches avares, & les rois ont épuisé leurs trésors.

Notre République est une & indivisible; les rois sont fédéralistes.

Nous avons une nation de vingt-sept millions d'hommes libres, énergiques, se battant pour leurs droits; les rois ont des prêtres, des nobles & des machines à fusil.

Quel résultat le comité veut-il tirer de ce rapport? c'est de ramener tout à l'unité, à la centralité du gouvernement.

C'est à l'unité de pouvoir que le comité vous propose de ramener fortement, par un décret formel, les représentans du peuple, les ministres, les généraux, & tous ceux qui sont chargés de l'exécution des lois ou des arrêtés pris par le gouvernement national révolutionnaire.

L'unité est votre maxime fondamentale.

L'unité eſt votre défenſe fédéraliſte.

L'unité eſt votre ſalut.

Nous diſons plus : quand même le pouvoir central ſe tromperoit quelquefois, le réſultat général de ſes opérations ſeroit toujours meilleur que s'il étoit contrarié, ou arbitrairement tiré en ſens contraire par les divers agens d'exécut on.

Les ſuccès partiels ne pourroient jamais préſenter autant d'avantages que l'inexécution préſente de dangers. Jamais des victoires locales ne pourroient compenſer les maux réſultans de la diſſémination des moyens, de l'incohérence des meſures & du croiſement des autorités.

Le comité croit devoir terminer le tableau de cette campagne par la propoſition d'une loi qui aſſure l'exécution des meſures militaires de la part de tous les agens nationaux qui ſont appelés à les faire réuſſir. Quant aux délits contre la défenſe ou la ſûreté de la République, *le Tribunal révolutionnaire eſt là*.....

D É C R E T.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du Comité de Salut public, décrète :

Les Repréſentans du Peuple envoyés en commiſſion ſont tenus de ſe conformer exactement aux arrêtés du Comité de Salut public : les généraux & autres agens du pouvoir exécutif ne pourront s'autoriſer d'aucun ordre particulier pour ſe refuſer à l'exécution deſdits arrêtés.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.